

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 1er septembre 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

Cette version annule et remplace la version précédente du 18 juillet 2016.

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

MODIFIANT LES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET METTANT EN ŒUVRE LES GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA
MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

SOCIÉTÉ CDS SERVICES

ICPE N° 100.08145

COMMUNE DE BEVILLE-LE-COMTE

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société CDS SERVICES située ZA – 20, rue Jean Moulin – 28 700 Béville-le-Comte exploite des installations de tri, regroupement et pré-traitement de déchets industriels.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 modifié par des arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 mars 2012 et du 20 mars 2013. La société bénéficie d'un récépissé d'antériorité du 18 janvier 2015 suite à la mise en place de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive «IED», adoptée le 24 novembre 2010, entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Ce site est :

- Soumis à autorisation au titre des rubriques 3550, 2718-1, 2790-1b, 2791-1 et 1131-2c ;
- Soumis à déclaration au titre des rubriques 1111-1c, 1111-2c, 1131-1c, 1412-2b, 1432-2b, 1611-2, 2711-2, 2714-2 et 2795-2 ;
- Non-classé au titre des rubriques 1172, 1173, 1510, 1530, 2713, 2715.

L'établissement est situé sur les parcelles ZK n°1 et n°2 de la commune de Béville-le-Comte.

Le site comprend un bâtiment principal découpé en plusieurs alvéoles, des bureaux, un auvent, un local de stockage et une aire extérieure de stockage de bennes.

2. MISE À JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT

2.1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE LA SOCIÉTÉ CDS SERVICES DU 15 DÉCEMBRE 2015

La société CDS SERVICES a présenté une demande de modification relative au classement ICPE de l'établissement. Cette modification fait suite au changement de nomenclature avec l'introduction des rubriques 4000 relevant de la directive SEVESO 3 entrée en vigueur le 1^{er} juin 2015.

2.2. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'inspection des installations classées propose de prendre acte de ces modifications du classement ICPE qui sont celles applicables aux installations en application de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement, portant bénéfice d'antériorité d'une installation autorisée dont le classement est modifié à la suite d'un changement de la nomenclature ICPE. Ces modifications ne conduisent pas à modifier le régime de classement de l'installation.

La société CDS SERVICES ne répond ni à la règle de cumul seuil haut, ni à la règle de cumul seuil bas et n'a donc pas le statut de SEVESO.

Le tableau de classement présent à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2012, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2013, est remplacé par le tableau de l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

3. MISE À JOUR DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE LA SOCIÉTÉ CDS SERVICES DU 15 DÉCEMBRE 2015

> Agrément de prise en charge des emballages :

La société CDS SERVICES est actuellement agréée via son arrêté préfectoral d'autorisation à prendre en charge chaque année 1 000 tonnes d'emballages dangereux. La valorisation de ces emballages diffère en fonction de la nature du matériau, de son intégrité et de la souillure : valorisation, tri avant broyage puis valorisation ou incinération.

Elle sollicite la prise en charge annuelle de 2 000 tonnes d'emballages dangereux, sans augmenter la quantité présente sur le site. Cette augmentation est absorbée non par un stockage plus important mais par des expéditions plus fréquentes.

> Modification de la nature des déchets pris en charge :

La société CDS SERVICES n'est actuellement pas autorisée à recevoir des peroxydes sur son site, par contre la prise en charge de Produits chimiques de laboratoire (PCL) qualifiés de déchets dangereux diffus

est autorisée. Très fréquemment, des peroxydes stabilisés, utilisés comme réactifs dans les laboratoires de recherche et développement ou laboratoire de contrôle, sont présents dans les PCL reçus par la société CDS SERVICES.

Elle sollicite l'autorisation de recevoir de faibles quantités de peroxydes inorganiques de classe 5.1 (matières comburantes) dans les PCL, tout en maintenant la quantité de PCL autorisée. La quantité stockée sur site serait au maximum de 750 kg de peroxydes, conditionnés au maximum par bidon de 25 L, par palette de PCL.

Les peroxydes seraient stockés dans l'alvéole "Eau souillée", produit compatible chimiquement avec les peroxydes selon l'exploitant.

> Modification du dossier d'identification des déchets entrants :

La société CDS SERVICES souhaite modifier l'article 8.2.2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011. En effet, il est demandé à l'exploitant en plus de la Fiche d'identification de déchet (FID) de procéder à différentes analyses en fonction du type de valorisation future. Ces analyses peuvent aussi être réalisées par le producteur du déchet.

L'exploitant indique que ces analyses ne sont pas applicables à tous les déchets autorisés tels que les piles, les DEEE, les aérosols, les parfums, la verrerie, les plastiques, le bois... L'exploitant indique qu'en fonction de l'exutoire (incinération ou mise en décharge) les analyses nécessaires sont réalisées.

Pour les autres familles de déchets (solvants, eaux souillées, acides et bases), l'exploitant indique que les analyses peuvent être réalisées par un laboratoire extérieur.

Une proposition de modification des analyses est faite par l'exploitant. Celui-ci indique que les objectifs de suivi et de vérification de conformité des déchets entrants sont respectés.

> Arrêt de la surveillance de l'impact des rejets atmosphériques :

L'arrêté préfectoral demande la réalisation de mesures de rejets atmosphériques dans le cadre de l'auto-surveillance (voir l'article 9.2.1.2 de l'AP du 26 janvier 2011) :

- poussières,
- COV,
- COV visés par l'annexe III de l'AM du 2/2/98 et à phrase de risque R40
- COV à phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61.
- Benzène
- Toluène
- Xylène

Conformément à l'article sus-mentionné, l'exploitant sollicite l'arrêt des analyses.

En ce qui concerne les retombées de poussières, l'exploitant dispose de 2 campagnes de mesure où les points de mesure sont situés en limite de propriété, soit à proximité des routes de la commune.

Les résultats des mesures sont généralement influencés par le passage de véhicules sur ces routes et non du fait des activités de CDS SERVICES (voir notamment la route de la menuiserie ou du terrain municipal).

Les résultats sont les suivants :

Point	1	2	3
	Maison du gardien	Face menuiserie	Face terrain municipal
Date	10/04/2014 au 06/05/2014		
Surface (cm²)	50		
Durée (j)	26 jours		
Masse de poussières (mg)	5.2 ± 0,2	5 ± 0,2	7.6 ± 0,2
Concentration de poussières (mg/m²/j)	40 ± 2,0	38.5 ± 1,9	58.5 ± 2,6

Point	1	2	3
	Maison du gardien	Face menuiserie	Face terrain municipal
Date	13/10/2014 - 06/11/2014		
Surface (cm²)	50		
Durée (j)	24 jours		

Masse de poussières (mg)	2,1 ± 0,2	2,1 ± 0,2	5,8 ± 0,2
Concentration de poussières (mg/m ² /j)	17,4 ± 1,5	17,4 ± 1,5	48,1 ± 2,3

Nous pouvons constater que les concentrations sont très faibles pour les 2 campagnes, et plus faibles en automne.

Ci-dessous un tableau comparatif de l'activité de CDS SERVICES sur ces périodes de mesure de retombées de poussières.

	Tonnage de déchets reçu	Tonnage prétraité	Jours ouverts	Tonnage reçu/jour (moyenne)	Tonnage prétraité /jour (moyenne)
Période du 10/04/14 au 06/05/14	264.17 T	49.63	17	15.54 T	2.92T
Période du 13/10/14 au 06/11/14	299.26 T	64.29	19	15.75 T	3.38 T

Nous pouvons constater que malgré une augmentation d'activité sur la période du 13/10/14 au 06/11/14, les concentrations en poussières sont plus faibles. Les résultats ne sont donc pas liés à l'activité de CDS Services.

Les activités de CDS services n'engendrent pas d'augmentation de concentration de poussières aux abords du site.

Pour les COV, les analyses révèlent l'absence d'impact des activités de l'exploitant au regard des résultats de mesure en Composés organiques volatils aux 4 points en limite de propriété. Toutes les analyses de COV montrent des résultats inférieurs à l'état initial. L'exploitant indique que ses activités n'ont aucun impact sur la concentration de COV, et donc la qualité de l'air en limite de propriété.

> Modification de l'organisation des stockages :

En annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2011 figure l'organisation des stockages sur le site.

La société CDS SERVICES indique que cette organisation a évolué pour les raisons suivantes : certaines machines n'ont pas été installées (mise en place d'un broyeur au lieu des deux broyeurs prévus initialement), certains déchets sont peu pris en charge, adaptation pratique des flux de déchets et de la circulation des chariots...

Un nouveau plan des stockages est proposé par l'exploitant.

> Mise en place d'un détecteur de flamme à la place d'une caméra infra-rouge sur la fosse :

Selon l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2013, les bacs de réception des déchets avant broyage sont munis d'une caméra thermique infra rouge permettant de déceler tout départ de feu.

La société CDS SERVICES estime que le système de caméra infra rouge n'est pas adapté et propose une double détection de flammes asservie au système de sécurité incendie.

L'exploitant indique que les flammes d'un incendie émettent des radiations caractéristiques (comme les rayons infrarouges et ultraviolets) que le détecteur de flammes va détecter. Le détecteur analyse le rayonnement infrarouge émis par les flammes d'un foyer. L'analyse des signaux reçus est associée à un traitement numérique adapté afin de délivrer une information très sûre vis-à-vis des phénomènes indésirables. L'extinction automatique se déclenche lorsque les deux détecteurs détectent une flamme.

3.2. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

> Agrément de prise en charge des emballages :

La demande d'augmentation du tonnage d'emballages dangereux n'entraîne pas d'impact supplémentaire au niveau des émissions du site, la quantité présente sur site restant identique. Le seul impact est relatif à l'augmentation du trafic routier, augmentation mineure au regard de la quantité globale de déchets reçus chaque année par l'exploitant. Cette demande de modification d'agrément répond à des besoins de valorisation des emballages par les industriels.

L'inspection des installations classées propose que l'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011

soit modifié par l'article 3 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

> Modification de la nature des déchets pris en charge :

La réception de peroxydes ne modifie pas la quantité maximale de déchets dangereux en transit par an. La réception de comburant n'est pas interdite sur le site.

L'alvéole "Eau souillée" recevant les peroxydes est équipée de 2 extincteurs à poudre et d'un extincteur sur roue, son sol est en résine. La rétention des peroxydes est distincte et suffisamment dimensionnée.

La quantité maximale annuelle de peroxydes inorganiques de classe 5.1 pouvant transiter chez CDS SERVICES est de 5 tonnes, pour une quantité maximale prévue à l'instant t de 750 kg.

La liste des déchets interdits est modifiée en spécifiant que seuls les peroxydes organiques de classe 5.2 sont interdits.

Cette demande n'apporte ni de danger supplémentaire, ni d'impact supplémentaire. Aucun transvasement de déchet n'est réalisé. Le seul déconditionnement réalisé est celui de la palette afin de séparer les peroxydes de classe 5.1 et les produits chimiques de laboratoire.

L'inspection des installations classées propose que l'article 8.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 soit modifié par l'article 4 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

> Modification du dossier d'identification des déchets entrants :

L'inspection des installations classées confirme que toutes les analyses exigées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont pas applicables à tous les déchets autorisés tels que les piles, les DEEE, les aérosols, les parfums, la verrerie, les plastiques, le bois...

Pour les autres familles de déchets (solvants, eaux souillées, acides et bases), ces analyses sont nécessaires, certaines sont impératives et sont spécifiées à l'article 8.2.2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011.

L'inspection des installations classées propose que l'article 8.2.2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 soit modifié par l'article 5 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint en spécifiant pour quels types de déchets quelles analyses doivent être réalisées.

> Arrêt de la surveillance de l'impact des rejets atmosphériques :

Conformément à l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2011, la société CDS SERVICES sollicite la suppression des mesures ponctuelles réalisés sur les retombées atmosphériques pour les paramètres poussières et COV. Cette demande est recevable au regard des résultats des analyses réalisées par l'exploitant sur les 4 points de mesure, la pertinence de l'arrêt de la surveillance est justifiée.

Pour les COV, l'ensemble des analyses montre des résultats de mesure inférieurs à l'état initial. Les activités de l'exploitant n'entraîne pas d'impact supplémentaire.

En ce qui concerne les retombées de poussières, les valeurs mesurées sont faibles et influencées par la présence de routes situées à proximité des points de mesure. Les résultats de mesure sont inférieurs à l'état initial.

L'inspection des installations classées propose que l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 soit abrogé.

> Modification de l'organisation des stockages :

La modification de l'organisation des stockages est une régularisation de l'organisation existante. Cette modification n'entraîne aucun impact supplémentaire.

L'inspection des installations classées propose que l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 soit modifiée par l'annexe 1 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

> Mise en place d'un détecteur de flamme à la place d'une caméra infra-rouge sur la fosse :

La société CDS SERVICES a justifié que le système de double détection de flammes asservie au système de sécurité incendie permet une protection équivalente à une caméra infra rouge. Quatre détecteurs de flamme ont été installés, deux pour le broyeur et deux pour la fosse.

L'exploitant indique également que d'autres travaux concernant la protection incendie pour un montant de 125 k€ ont été réalisés afin de sécuriser les installations.

L'inspection des installations classées note que cet équipement est déjà installé, il s'agit d'une régularisation, et propose que l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2013 soit modifié par l'article 8 du projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

> *Conclusion :*

Ainsi, au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. Les articles 5.1.8, 8.2.2.2, 8.2.2.9.1 et 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2011, ainsi que l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2013 doivent être modifiés.

4. MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

4.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement soumet certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1^{er} juillet 2012. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R. 516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

4.2. CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Est notamment visé l'installation de lavage de fûts soumise à déclaration au titre de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courriers du 20 décembre 2013, du 23 mai 2014, du 30 juin et du 30 août 2016, la société a fourni un calcul de la garantie financière applicable dont le montant s'élève à 192 434,86 euros TTC.

4.3. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Après examen par la DREAL et compte tenu des compléments apportés par l'exploitant en date du 20 décembre 2013 et complétée par courrier du 23 mai 2014, du 30 juin et du 30 août 2016, ce calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à 196 024,13 euros TTC.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20 % ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 654,1 (indice d'août 2016).

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Quantité maximale stockée sur le site
Produits dangereux (utilisés pour le fonctionnement du site)	<ul style="list-style-type: none">▪ Gasoil : 5 000 litres▪ Huiles : 0,5 tonne▪ Bouteilles de gaz : 0,42 tonne
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none">▪ Combustibles : 1,75 tonnes▪ Produits chimiques de laboratoires : 5 tonnes▪ Acides et bases organiques et inorganiques : 40 tonnes▪ Aérosols : 13 tonnes▪ Gaz en bouteille : 2 tonnes▪ Amiante : 6 tonnes▪ Piles, batteries, néons : 16 tonnes▪ Solvants : 60 tonnes▪ Alcools : 30 tonnes▪ Eaux souillées et cuve de récupération des eaux : 77,25 tonnes▪ Matières premières dangereuses : 35,6 tonnes▪ Déchets d'équipements électriques et électroniques : 40 tonnes▪ Emballages souillés : 96 tonnes
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none">▪ Part valorisable : 145 tonnes

Type de déchets	Quantité maximale stockée sur le site
	<ul style="list-style-type: none"> Part non valorisable : 30 tonnes

La surveillance des eaux souterraines (localisation des piézomètres et surveillance) et la limitation de l'accès au site (clôture) sont déjà comprises dans les prescriptions préfectorales du site.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Les modifications envisagées sont notables mais ne sont pas substantielles.

En application des dispositions des articles R. 512-33-II et R. 516-1 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de fixer par arrêté complémentaire :

- le nouveau tableau de classement ;
- les nouvelles conditions d'exploitation des installations ;
- le montant des garanties financières applicables à la société CDS SERVICES à 196 024,13 € TTC tel que précisé au paragraphe 3.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les impacts supplémentaires limités engendrés par cette modification d'activité, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société CDS SERVICES.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.
